

Un Livre blanc prône un tiers état de la recherche

SCIENCES PARTICIPATIVES - La collaboration entre scientifiques, entreprises et citoyens est au coeur des recommandations de l'association Alliss

Le Monde · 29 mar 2017 · David Iarousserie

Depuis les années 2000, l'Union européenne se rêve en société et en économie de la connaissance. L'éducation, la recherche et l'innovation sont notamment mobilisées au service de la croissance. Mais l'incantation ne suffit pas et les effets de cette espérance se font attendre.

D'où l'ironie perfide du titre d'un Livre blanc, rendu public lundi 27 mars, «Prendre au sérieux la société de la connaissance», qui prétend apporter des solutions aux échecs actuels. Qui plus est en renversant les termes habituels du débat. C'est « la société de la connaissance par le bas » qu'il s'agit de mobiliser, au lieu de compter sur les seuls acteurs traditionnels de la recherche et de l'innovation, entreprises, universités, organismes de recherche... « [L]es politiques sont en décalage avec le monde qui vient (...). [Pour eux], seule la recherche scientifique serait productrice de connaissance, ce qui conduit à disqualifier notamment les savoirs d'action et les savoirs d'expérience. (...) La dualité Etat/marché qui structure le débat public conduit à marginaliser et à rendre invisibles les formes associatives, mutualistes et coopératives », proclame le texte.

Politiques excluantes

Ce dernier, élaboré par l'association Pour une alliance sciences sociétés (Alliss), invoque même un terme qui sent le soufre révolutionnaire : tiers état de la recherche qui «désigne la part de la société qui est de fait exclue des politiques et des activités de recherche et d'innovation ». Autrement dit, ni entreprises marchandes ni organismes de recherche...

Mais de quoi parle-t-on exactement ? Cela fait quatre ans que l'association, qui réunit 80 membres (associations, entreprises, universités, organismes de recherche, syndicats...), essaie en fait de l'expliquer...

Elle veut rendre visibles, structurer et développer les initiatives d'interactions et de partenariats entre la science, la recherche et la société. Certaines sont très connues comme les collaborations entre patients atteints du sida et soignants, qui ont permis de mieux tenir compte des contraintes des malades. Le Groupe de réflexion avec les associations de malades (GRAM), créé par l'Inserm en 2003, est un autre cas d'école. Plus récemment, ATD Quart Monde a coorganisé un colloque avec le CNRS pour montrer l'intérêt d'intégrer les pauvres aux études sur la pauvreté («Contre la misère, la science participative s'appuie sur les pauvres» paru dans le supplément « Science & médecine » du 8 mars). Le 20 mars dernier a été signée une charte des sciences participatives, une autre manière d'entretenir des liens entre des amateurs et des scientifiques autour de questions d'environnement notamment. Les fab lab, structures d'échanges et d'expériences autour de problèmes techniques, appartiennent aussi à cette catégorie...

Création d'un observatoire

Bref, cela foisonne, même si tous les secteurs ne sont pas concernés. « L'une des premières de nos recommandations est de créer un observatoire pour produire des données statistiques sur ce tiers état », souligne Lionel Larqué, délégué général d'Alliss, conscient de la difficulté à cerner le phénomène. Le plus souvent, les organismes de recherche eux-mêmes ne savent pas combien de leurs équipes collaborent avec la société civile.

Parmi les autres recommandations, beaucoup sont de simples ajustements administratifs dans le but de faciliter ces coopérations ; permettre à ce tiers secteur de bénéficier de bourse Cifre (financements de thèse conjointement entre un laboratoire et un acteur marchand) ; accorder du crédit impôt recherche à des acteurs ne payant pas d'impôts sur les sociétés; créer un collège «société civile» au sein de l'Office parlementaire des choix scientifiques et techniques; lancer une fondation au capital de 110 millions d'euros.

«On ne dit pas aux chercheurs qu'ils doivent tous et obligatoirement coopérer avec les citoyens, tempère Lionel Larqué. Mais nous savons que si l'agenda scientifique reste seulement académique nous raterons des questions importantes. Il faut pouvoir être plus divers. » Et de critiquer par exemple une agronomie trop tournée vers la génétique qui aurait délaissé d'autres techniques dites d'agroécologie.

Ces promoteurs du tiers état ne considèrent pas non plus que ces acteurs auraient plus « raison » que les scientifiques. « Chacun a sa valeur et c'est leur croisement qui fait sens dans la société», insiste Lionel Larqué, convaincu que cela peut rapporter en termes économiques. De l'emploi d'abord mais aussi « une meilleure santé ou un meilleur environnement». Avis aux candidats à la présidentielle en quête d'idées neuves.